

# MINISTÈRE DE LA QUALITÉ DE LA VIE

## JEUNESSE ET SPORTS

Décret n° 75-1165 du 15 décembre 1975 portant création d'un diplôme d'aptitude professionnelle à l'animation sociale et socio-éducative.

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de la qualité de la vie et du ministre de la santé,

Vu la loi n° 71-575 du 16 juillet 1971 portant organisation de la formation professionnelle continue dans le cadre de l'éducation permanente ;

Vu la loi n° 71-577 du 16 juillet 1971 d'orientation sur l'enseignement technologique ;

Vu les décrets du 28 mai et du 8 juin 1974 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 74-578 du 6 juin 1974 relatif aux attributions du ministre de la qualité de la vie ;

Vu le décret n° 73-436 du 16 avril 1973 relatif aux attributions du ministre du travail, de la santé publique et de la sécurité sociale ;

Vu le décret n° 74-605 du 25 juin 1974 relatif aux attributions du secrétaire d'Etat (Jeunesse et sports) ;

Vu le décret n° 74-606 du 25 juin 1974 relatif aux attributions du secrétaire d'Etat au tourisme ;

Vu le décret n° 74-628 du 3 juillet 1974 relatif aux attributions du secrétaire d'Etat chargé de l'action sociale ;

Vu les arrêtés du 5 février 1970 instituant un certificat d'aptitude à la promotion des activités socio-éducatives et à l'exercice des professions socio-éducatives et instituant une commission nationale de la promotion socio-éducative ;

Vu l'avis du conseil de la jeunesse, de l'éducation populaire et des sports en date du 29 avril 1975,

Décète :

Art. 1<sup>er</sup>. — Il est institué un diplôme d'aptitude professionnelle à l'animation sociale et socio-éducative. Ce diplôme est délivré aux candidats qui ont suivi une formation professionnelle, soit dans des centres, soit dans des stages agréés par le ministre de la qualité de la vie et par le ministre de la santé, et dont la formation a fait l'objet d'une évaluation finale positive.

Art. 2. — La formation en centre est dispensée d'une manière théorique et pratique. Elle comporte des séjours en centres et des expériences pratiques effectuées selon des modalités fixées par arrêté interministériel.

La formation en stages comprend d'une part une formation théorique et d'autre part une expérience pratique de neuf mois se déroulant dans des conditions fixées par arrêté interministériel.

Art. 3. — La durée de la formation est fixée à trois ans sous réserve de dérogations fixées par arrêtés. Toutefois, lorsque la formation est dispensée en sessions discontinues, elle peut être répartie sur une durée de cinq ans.

Art. 4. — Le programme de la formation et les modalités de son déroulement, les modalités d'agrément des centres de formation et des stages sont arrêtés par le ministre de la qualité de la vie et par le ministre de la santé après avis de la commission nationale des personnels chargés de fonctions d'animation sociale et socio-éducative, dont la compétence est précisée à l'article 5 ci-dessous et la composition fixée par un arrêté interministériel.

Art. 5. — La commission nationale visée à l'article 4 est consultée sur les problèmes qui lui sont soumis par le ministre de la qualité de la vie et par le ministre de la santé concernant la préparation au diplôme d'aptitude professionnelle à l'animation sociale et socio-éducative.

La commission nationale donne également son avis sur les équivalences de formation. Elle fait toutes propositions pour adapter la formation à l'évolution de l'animation.

Une sous-commission spécialisée, composée des représentants du ministre de la qualité de la vie et du ministre de la santé ainsi que des représentants des autres membres qui siègent à la commission nationale visée à l'article 4, donne son avis sur l'agrément des centres de formation et l'habilitation des organisations publiques et privées programmant des stages du cycle de formation théorique.

Art. 6. — Les candidats titulaires de certains titres ou diplômes, dont la liste est arrêtée par le ministre de la qualité de la vie et par le ministre de la santé après avis de la commission visée à l'article 4, peuvent bénéficier d'une équivalence partielle de formation.

Les candidats, qui ont acquis une formation préalable dans des disciplines correspondant au programme de la formation théorique ou qui, dans le cas de la formation en centre, justifient d'une expérience professionnelle d'animation sociale ou socio-éducative peuvent bénéficier d'un allègement de formation dans des conditions fixées par arrêté interministériel.

Art. 7. — La date de la première session d'évaluation finale est fixée par arrêté interministériel.

Art. 8. — Le diplôme d'aptitude professionnelle à l'animation sociale et socio-éducative est délivré par le ministre de la qualité de la vie et par le ministre de la santé.

Art. 9. — Un arrêté interministériel fixe les mesures transitoires d'application du présent texte et règle la situation des personnes, inscrites dans les formations visées à l'alinéa suivant, à la date d'entrée en application du présent décret.

Le certificat d'aptitude à la promotion des activités socio-éducatives et l'exercice des professions socio-éducatives, les diplômes et titres délivrés, antérieurement à la date de parution du présent décret, par les établissements dont la liste est arrêtée par le ministre de la santé, sont assimilés au diplôme d'aptitude professionnelle à l'animation sociale et socio-éducative.

Art. 10. — Le ministre de la qualité de la vie et le ministre de la santé sont chargés de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 15 décembre 1975.

Par le Premier ministre :

JACQUES CHIRAC.

Le ministre de la qualité de la vie,  
ANDRÉ JARROT.

Le ministre de la santé,  
SIMONE VEIL.

### Conseil d'administration de l'office franco-québécois pour la jeunesse.

Par arrêté du ministre des affaires étrangères et du secrétaire d'Etat auprès du ministre de la qualité de la vie (Jeunesse et sports) en date du 24 novembre 1975, est nommé membre suppléant du conseil d'administration de l'office franco-québécois pour la jeunesse : M. Gaston Boyer (suppléant de M. Jacques Dupuy), adjoint au chef du service de coopération culturelle et technique au ministère des affaires étrangères, en remplacement de M. Le Nail.

## MINISTÈRE DU TRAVAIL

Décret n° 75-1098 relatif à l'assurance vieillesse des travailleurs non salariés des professions artisanales, industrielles et commerciales des départements de la Guadeloupe, de la Guyane française, de la Martinique et de la Réunion.

Rectificatif au *Journal officiel* du 27 novembre 1975, page 12179, 2<sup>e</sup> colonne, article 11-1, 3<sup>e</sup> ligne :

Au lieu de :

« ... tout ou partie de la période du 1<sup>er</sup> avril au 31 décembre 1972... »,

Lire :

« ... tout ou partie de la période du 1<sup>er</sup> avril 1968 au 31 décembre 1972... ».

### Modèles d'imprimés d'assurance Accidents du travail.

Par arrêté du ministre du travail en date du 2 décembre 1975, ont été fixés les modèles d'imprimés de déclaration d'accident du travail n° S. 6200 d et d'attestation de l'employeur en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle n° S. 6202 d (1). Ces modèles ont été enregistrés par le C.E.R.F.A. sous les numéros S. 60.3474 et S. 60.3475.

(1) Pour obtenir des imprimés modèles n° S. 6200 d et S. 6202 d, il conviendra de s'adresser aux caisses primaires d'assurance maladie.